

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2009)
Heft: 1846

Artikel: La barque écologique n'est pas pleine : en liant croissance démographique et dégradation de l'environnement, l'écologiste zurichois Bastien Girod fournit un alibi magnifique aux conservateurs d'une Suisse en bocal

Autor: Jaggi, Yvette

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1013998>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 14.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Humeur: vert de rage

Le retour de l'écologie malthusienne au service des «bobos»

Invité: Benoît Genecand (19 novembre 2009)

Deux monstruosités en quelques jours! Les écologistes nous gâtent. Il faut freiner les migrations – Bastien Girod, conseiller national vert – et la croissance démographique – Roger Martin, de Optimum Population Trust, mercredi au *Journal du matin* sur RSR. Moins d'hommes sur terre égale une meilleure viabilité pour ceux qui y sont. C'est simple, élémentaire et... dangereux.

Deux questions se posent immédiatement: qui choisit ceux qui peuvent naître et ceux qui peuvent migrer? Pourquoi ne pas pousser le raisonnement un peu plus loin et accélérer la fin de vie?

Cette deuxième proposition n'étant pas qu'une provocation. En faisant le choix d'une démographie ralentie couplée à

une durée de vie accrue, on arrive fatalement à un vieillissement de la population. Et l'on se prive du flux des jeunes, moins encombrés du sentiment de «*déjà vu*» et avides de ces expériences «*tellement inépuisables en instructions nouvelles que dans la chaîne des âges les générations futures ne manqueront jamais de connaissances nouvelles à acquérir sur ce terrain*» (Kant).

Fondamentalement, tout homme est un polluant; parasite de cette terre à protéger, il est le facteur perturbateur de l'équation nature. Et il est vrai que nos excès pèsent sur la planète en des manifestations visibles et menaçantes. Est-il pour autant nécessaire de souhaiter la décroissance de l'espèce pour

sa protection? Peut-être.

Mais avant d'en arriver à cette extrémité, on attendrait des écologistes un courage plus visible dans les modifications de comportement des actuels habitants. L'empreinte des terriens sur l'environnement n'a cessé d'augmenter ces 200 ans dernières années et on semble l'admettre comme une fatalité. Ce sont souvent les mêmes qui – préconisant la fin des migrations et la baisse de la natalité – profitent des avantages de notre société de consommation et de mobilité. Plus clairement, je voudrais demander à Bastien Girod s'il est prêt à renoncer à ces voyages qui forment la jeunesse avant d'imposer à ses frères humains une limite dans leurs mouvements?

La barque écologique n'est pas pleine

En liant croissance démographique et dégradation de l'environnement, l'écologiste zurichois Bastien Girod fournit un alibi magnifique aux conservateurs d'une Suisse en bocal

Yvette Jaggi (23 novembre 2009)

En moins d'un mois, la boucle vicieuse aura été bouclée, de l'élus zurichois Vert Bastien Girod au parti à la couleur verte, l'Union démocratique du centre (UDC). Malthus se retrouve à la fois inspirateur de l'écologisme politique et de la xénophobie aux couleurs nationales.

Le 29 octobre dernier, Bastien Girod, né en 1982 et vice-benjamin du Conseil national, publiait sur son site un «*papier de travail*», cosigné par sa collègue saint-galloise Yvonne Gilli, désignant l'augmentation de la population comme un facteur majeur de dégradation de l'environnement. Violent tollé

chez les Roses-Verts, divine surprise dans les rangs de la droite nationaliste. Et voilà que le conseiller national bernois Adrian Amstutz, vice-président de l'UDC, annonce, pour le début de la session parlementaire qui s'ouvre le 23 novembre, le dépôt d'une motion de son groupe demandant rien moins que la

dénonciation des Accords de libre circulation des personnes et la reprise à zéro de négociations avec l'Union européenne – en totale contradiction avec le résultat positif des votations de septembre 2006 et juin 2008 dont Christoph Blocher n'a toujours pas pris acte. Bien entendu la *Weltwoche* va dans le même sens, relayant les propos et chiffres du conseiller national radical argovien Philipp Müller, réputé expert en matière de mouvements migratoires.

Le rejet de la motion est programmé, mais non pas tous les effets dérivés du document Girod. En particulier Serge Gaillard, ancien secrétaire de l'Union syndicale suisse et actuel chef de la division du marché du travail au Secrétariat d'Etat à l'Economie (seco), en appelle aux patrons pour qu'ils freinent le recrutement de collaborateurs étrangers, du moins pendant la période de chômage qui s'annonce croissant. Qui ne dit mot étant réputé consentant, on peut interpréter le silence des syndicats, tout occupés à la construction de plans sociaux et à la révision des assurances sociales (chômage et AVS), comme une approbation des recommandations formulées par Serge Gaillard.

Comment en est-on arrivé là?

Les chiffres d'abord, qui parlent un langage clair, se prêtant à une lecture au premier degré. De 1920 à aujourd'hui, la population résidant en Suisse a doublé, de même que la proportion des étrangers, qui a passé de 10 à 20%, tandis que le nombre des petits ménages d'une à deux personnes était multiplié par

six – bonne affaire pour l'industrie du bâtiment. La croissance démographique a été particulièrement forte dans les années 1950 à 1970 et depuis 2004. Dès cette année en effet, l'accroissement naturel de la population demeure inférieur à 2 pour mille habitants, tandis que le solde migratoire s'établit entre 5 et 10 pour mille, assurant donc la majeure partie de l'augmentation de la population.

Ces dernières années, l'immigration a en partie changé de visage. La Suisse alémanique se trouve confrontée à l'arrivée de professeurs, d'ingénieurs et de cadres disposant d'une formation supérieure, venant notamment d'Outre-Rhin. Ils apportent une contribution décisive à l'essor de la «ville créative» que veut devenir Zurich, de même qu'à celui du puissant pôle de développement que représente la trinationale *Regio basiliensis*. Avenir Suisse ne s'y est pas trompé, qui a publié l'an dernier un important ouvrage (non traduit) sur la nouvelle immigration.

Les comportements ensuite, qui expriment une continuelle oscillation entre peurs le plus souvent inavouées de l'étranger et désirs manifestes d'un apport vivifiant de cerveaux formés et fortement concurrentiels. Et aussi entre urbanophobie persistante qui confond urbanisation et invasion du territoire d'une part et, d'autre part, aspiration à jouer les bons élèves et à expérimenter les voies d'une croissance intelligente («*smart growth*»). Bref, hésitation entre la vocation conservatrice des régions alpines et rurales,

qui se sentent à l'écart du pire comme du meilleur, et celle, plus novatrice, des villes et agglomérations où la diversité fait à la fois problème et solution. Contradiction bien décrite par les responsables de l'Institut pour la ville contemporaine nommé ETH Studio Basel dans leur «*Portrait urbain*» de la Suisse, paru en 2006 et plus que jamais d'actualité.

Les messages politiques enfin, qui reprennent implicitement les slogans de la barque pleine des années de guerre, de la surpopulation étrangère de l'ère Schwarzenbach et de l'autonomie dissoute dans l'Europe et l'ONU aux yeux de l'UDC. Le tout renforcé par la tradition malthusianiste qui va du péril jaune redouté depuis un siècle au danger climatique enfin ressenti, en passant par les années septante, celles de la bombe P (comme population, prolifération ou pollution) brandie par Paul R. Ehrlich, des premiers rapports du Club de Rome sur la limitation des ressources, de l'émergence de l'écologie politique développée par André Gorz, René Dumont et bien d'autres.

Tout un enchaînement de perceptions traditionnelles et de prises de conscience successives qui culminent, provisoirement peut-être, dans la notion actuelle d'empreinte écologique. La diminuer devient l'objectif universel. Toute intervention humaine se doit de laisser le moins possible de traces sur le milieu vital, en vue d'en préserver les qualités.

En théorie, cette consigne générale de modestie s'impose d'elle-même. Dans la réalité, son respect implique des prises

de conscience difficiles et des bouleversements encore plus douloureux. Des métiers et des produits ont disparu, éliminés par leurs techniques ou qualités dépassées. En ira-t-il de même pour certaines activités agricoles, condamnées pour cause d'empreinte écologique trop forte, alors que la faim tue massivement dans certaines parties du monde?

Comment peuvent-ils réagir, les éleveurs qui découvrent que leurs troupeaux, leurs richesses, sont en fait de puissantes usines à gaz à effet de serre?

La démographie des bovins ne se laisse pas plus facilement gouverner que celle des humains, dont la fécondité et la longévité dépendent de

facteurs multiples et réfractaires aux ordres de l'autorité, fût-elle inspirée par le souci de la planète. Ce constat, vérifié sous toutes les latitudes, les écologistes qui se situent dans la lignée de Thomas Malthus seraient bien inspirés de le prendre en compte.

Les minarets qui révoltent les femmes

L'intégrisme borné est partout – même chez certaines féministes

Albert Tille (20 novembre 2009)

La dignité de la femme est le dernier invité dans la campagne contre les minarets. Plusieurs personnalités féministes, toutes tendances politiques confondues, voteront oui à l'initiative. C'est pour elles un acte de résistance contre une religion qui asservit la femme. Textes à l'appui, participons à ce débat:

«Que la femme écoute l'instruction en silence, avec une entière soumission. Je ne permets pas à la femme d'enseigner, ni de prendre

autorité sur l'homme, mais elle doit demeurer dans le silence.»

«L'homme, étant à l'image de Dieu, ne doit pas se couvrir la tête; mais la femme est à la gloire de l'homme. Car l'homme n'a pas été tiré de la femme, mais la femme de l'homme. C'est pourquoi la femme doit avoir sur la tête, à cause des anges, une marque de l'autorité dont elle dépend.»

Révoltant, bien sûr! On serait

choqué à moins. Mais il serait inutile de chercher dans quelle sourate du Coran se trouvent ces textes. Il suffit d'ouvrir le Nouveau Testament: I Timothée, chapitre 2, versets 12 à 14; I Corinthien, chapitre 2, versets 7 à 10.

Par soucis d'équité, suggérons aux féministes qui veulent interdire les minarets, de militer pour interdire la diffusion de textes si choquants. Pas toute la Bible, bien sûr, mais au moins les Epîtres de Saint Paul.

Roche, Novartis et la réforme de santé d'Obama

Le lobbyisme des pharmas suisses dans le Far West de la mondialisation

Françoise Gavillet (19 novembre 2009)

Le lobbyisme des industries pharmaceutiques auprès des parlementaires fédéraux s'est montré, il y a quelques années, dans *Le Génie helvétique - Mais im Bundeshuus*. Un

récent article paru sur le site de Swissinfo en présente une autre facette, sans concession, Far West.

Roche et Novartis ont déjà

dépensé, depuis début 2009, plus de 7 millions de dollars en *lobbying* pour influencer les débats sur le projet d'assurance santé au Congrès des Etats-Unis. Roche est même en tête